

# LE PROLÉTARIAT DOIT RÉINVESTIR LE TERRAIN DES INTÉRÊTS MATÉRIELS DE CLASSE POUR CONTRE-ATTAQUER EFFICACEMENT LES PLANS D'AUSTÉRITÉ

## Le plan de l'ennemi de classe

Depuis plusieurs années maintenant, l'État et les partenaires sociaux mènent une attaque prolongée contre le revenu des prolétaires. L'axe principal de cette attaque est la restriction des allocations dont dépendent les prolétaires les plus fragilisés. Quelques exemples : pour les allocations chômage, durcissement de l'accès, diminution de la durée des prestations, dégressivité ; pour le RSA : activité non rémunérée obligatoire.

Le plan budgétaire Bayrou était dans la continuité de cette attaque : gel (donc diminution en période d'inflation) des prestations sociales, des retraites et des salaires des fonctionnaires, diminution des remboursements pour les affections de longue durée, contrôle des bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé, mais aussi encouragement aux partenaires sociaux à reprendre de nouvelles prétendues négociations au sujet de l'allocation chômage pour faire des économies.

Ce plan budgétaire a beau être tombé avec le gouvernement Bayrou, il marque la tendance de fond et démontre la tactique adoptée par les classes dominantes : attaquer le revenu des prolétaires les plus fragilisés (pauvres, retraités, malades, handicapés, etc.) en espérant diviser la classe entre ceux que l'État désigne comme « bon travailleurs » ou « fainéants », entre les jeunes, défavorisés sur le marché du travail, pour beaucoup interdits de RSA jusqu'à leurs 25 ans, et les « retraités » prétendument privilégiés.

Considérons la population active : d'après le rapport de l'Insee sur le marché du travail en 2024, le taux de chômage atteint 7,4 %. Parmi les employés (deux tiers des actifs), 26,9 % ont un emploi précaire. Il faut également prendre en compte les 13,8 % de CDI qui prennent fin dans l'année. Au total, sur un an, on peut estimer que près de la moitié des actifs est potentiellement concernée, à un moment ou un autre, par le filet d'aides sociales. À cela, il faut ajouter les inactifs (handicapés, malades, retraités) dont les 4,5 % des 15-64 ans privés d'emploi mais classés dans le « halo autour du chômage », les personnes travaillant au noir, dont une part non négligeable d'immigrés sans papiers.

Voilà les cibles de l'attaque actuelle.

Mais il ne faut pas se voiler la face, la stratégie des classes dominantes est d'affaiblir le prolétariat sur les marges afin de pouvoir, dans un deuxième temps, attaquer le cœur des dépenses sociales : la Sécurité sociale et les allocations chômage, non pas au moyen d'ajustements marginaux, mais en faisant des économies structurelles, en coupant l'accès à une part croissante de la population et en réduisant drastiquement le montant des prestations. C'est ce qu'on voit, dès maintenant, aux États-Unis et au Royaume-Uni. C'est ce qui arrivera en France sans contre-attaque prolétarienne.

## Le gouvernement Lecornu dans la continuité

En l'absence de majorité, Macron serait prêt à laisser Lecornu trouver un compromis avec le Parti socialiste, par exemple en taxant davantage les hauts revenus ou patrimoines, « à condition toutefois de ne pas porter atteinte à l'attractivité du pays, ni à sa capacité de production », d'après *Le Monde* du 11 septembre.

Traduction : on peut taxer les plus riches, mais pas de manière que cela change quoi que ce soit. Le plan n'a pas changé. Il s'agit juste de lâcher quelques miettes afin de faire passer le budget à l'Assemblée nationale.

Que le nouveau gouvernement parvienne à passer en force ou bien qu'il soit obligé de trouver un compromis sur sa gauche, peu importe. Il ne s'agira que d'ajustements afin de pérenniser l'attaque contre les prolétaires les plus fragilisés.

## **Contre les mots d'ordre abstraits et les logiques de gestionnaires, battons-nous pour nos revenus, sous toutes leurs formes**

Les allocations diverses ne sont que du salaire ponctionné par l'État puis redistribué de manière différée. C'est notre travail collectif qui produit toute la richesse sociale, dont une partie nous est ensuite reversée, soit de manière directe, par chaque patron, soit de manière différée sous la forme d'allocations, de pensions, etc.

Opposer travailleurs et chômeurs, jeunes et retraités, fait le jeu des classes dominantes. Dans l'économie capitaliste, le chômage est nécessaire et irréductible. Il est utilisé pour comprimer les salaires vers le bas, en maintenant la compétition sur le marché du travail.

Peu nous importe que les patrons et les rentiers partent à Dubaï pour échapper à l'impôt, ou bien que les agences de notation dégradent la note de la dette publique française. La façon dont les classes dominantes financeront nos salaires, directs et différés, n'est pas notre problème. Les élections, dissolutions ou démissions non plus, il n'y a rien à en attendre.

Notre problème est celui du rapport de force. Or, les mots d'ordre généraux et abstraits, hors-sol, comme ceux de « Bloquons tout » et de la grève générale, ne contribuent en rien à construire ce rapport de force.

Les blocages, lorsqu'ils sont réalisés par des prolétaires extérieurs au territoire productif bloqué, sont un aveu criant de faiblesse. Quand on bloque de l'extérieur un centre de tri d'Amazon ou un dépôt de bus, on démontre que les prolétaires qui y sont employés préfèrent travailler que faire grève. De même, les appels à déclarer la grève générale sonnent creux, lorsque dans les entreprises, les travailleurs ne sont pas capables d'établir un rapport de force contre leur patron.

Il faut investir les entreprises, non pas sur des mots d'ordre nationaux génériques, mais de manière à améliorer, dans chaque usine, bureau ou supermarché, les salaires et les conditions de travail. Pour les prolétaires chassés de l'emploi, il faut investir les agences chargées du flicage – France Travail, CAF et leurs prestataires – et s'y battre pour l'accès aux allocations et contre les radiations.

Pour cela, il faut enraciner l'organisation de la classe. Préparer les grèves patiemment, dans chaque lieu de production, plutôt que d'attendre qu'elles tombent du ciel durant des dates choisies au niveau national.

## **POUR LA REPRISE DE L'INITIATIVE OUVRIÈRE**

Le 18 septembre 2025